

GREVE POLE EMPLOI LE 1^{er} FEVRIER : TOUTES ET TOUS CONCERNE.E.S, TOUTES ET TOUS ENSEMBLE !!!

Lors de ses vœux aux agent.es, le directeur général n'a eu de cesse de nous remercier de notre implication dans cette période particulière de crise sanitaire et économique.

Mais cette position ne se traduit aucunement dans les faits.

TOUTES ET TOUS EN GREVE

Le 27 janvier avec les autres secteurs professionnels :

Aucune revalorisation salariale lors de la NAO, tandis que le point d'indice des agent.es de statut public est toujours gelé.

Nous devons nous contenter de miettes, à savoir la prime Covid et/ ou la prime d'intéressement, injustes et inégalitaires, et qui excluent de fait le statut public, mais également toutes les personnes qui n'auront pu être assidues (en raison de leur situation de santé, familiale, ou d'absence d'équipement de télétravail).

Depuis 2020, nous avons dû nous adapter à des conditions de travail sans cesse mouvantes et éprouvantes, avec la généralisation soudaine et massive du télétravail, en lien avec les mesures sanitaires successives.

Comme si cela n'était pas suffisant, Pôle emploi fonctionne non pas comme un service public auprès de tou.te.s les usager.es, mais comme le bras armé du gouvernement actuel. Avec

notamment la mise en place « *quoi qu'il en coûte* » de la réforme inique et unilatérale de l'assurance chômage, mais également l'empilement de plans d'actions qui servent la communication du ministère.

Après les métiers en tension, puis le plan DELD, qui relèvent plus de l'abattage que d'une réelle volonté d'accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi, nous allons devoir mettre en œuvre le CRI, le CEJ, à moyens constants ou à l'aide de précaires en CDD.

Or, certains sites fonctionnent déjà avec 30% de CDD !

Dans le contexte actuel, renforcer les effectifs du CRE plutôt que les agences locales apparaît comme une mesure électoraliste tendant à jeter encore une fois l'opprobre sur les chômeur.se.s, soupçonné.e.s de frauder le système.

Parallèlement, le télétravail ainsi que la dématérialisation massive contribuent à mettre encore plus à distance les usager.es, et rendent plus difficiles leurs conditions d'accès au service public de l'emploi et à leurs droits, notamment pour « celles et ceux qui en ont le plus besoin ».

Solidaires Sud emploi revendique un service public de l'emploi accessible, au service des usager.es plutôt que coercitif, avec des conditions et une charge de travail permettant de délivrer un service de qualité.

ET LE 1^{er} FEVRIER on continue POUR :

- DES EMBAUCHES EN CDI
- DES AUGMENTATIONS DE SALAIRES ET TRAITEMENTS
- L'ARRET DES PLANS D' ACTIONS
- UN SERVICE PUBLIC ACCESSIBLE A TOU.T.E.S ET POUR TOUT.T.E.S
- ABANDON DE LA NOUVELLE REFORME DE L'ASSURANCE CHOMAGE

